

Zeitschrift: Générations
Herausgeber: Générations, société coopérative, sans but lucratif
Band: - (2017)
Heft: 88

Artikel: "C'est à nous de rendre l'armée plus attractive"
Autor: Parmelin, Guy / Willa, Blaise
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-830282>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 06.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

« C'est à nous de rendre l'armée plus attractive »

Le conseiller fédéral Guy Parmelin a reçu *générations* au Palais fédéral. Au menu, l'armée, bien sûr, mais aussi ses parents et son quotidien à la tête de la défense.

Un peu plus d'une année, déjà, que l'UDC Guy Parmelin est entré au Conseil fédéral. A la tête du Département de la défense, le Vaudois parle sans détour: oui, il attire des critiques, oui, les surnoms dont l'affublent ses détracteurs le font «rire». Drôle de mélange de bonhomie et de hâte, Guy Parmelin répond à *générations*. L'armée, bien sûr, mais aussi le débat sur les élites ou sa terre natale, le canton de Vaud, où vivent encore ses deux parents, qu'il voit, parfois, quand il rentre à Bursins (VD).

Le lendemain de votre élection, vous affirmiez que «le plus dur allait commencer». C'est le cas?

Oui, sans hésitation! J'occupe, aujourd'hui, une fonction où l'on doit trancher et les décisions sont lourdes de conséquences. Mes collaborateurs connaissent très bien leurs dossiers et me conseillent. Mais la décision finale m'appartient. Une année s'est écoulée depuis mon élection et je peux vous dire que je suis très satisfait des liens que j'ai avec mes collègues du Conseil fédéral et avec l'ensemble des mes collaborateurs au DDPS.

L'allemand, toujours aussi difficile pour vous?

Le département est très alémanique, je ne trahis aucun secret! La règle ici veut que chacun s'exprime dans sa langue. Mais, instinctivement, les collaborateurs alémaniques se sont mis à parler plus souvent en français, certains le manient même très bien. Le climat de travail est très constructif.

A l'armée aussi? Vos décisions ont créé un certain remous...

L'armée, c'est un cas particulier, car elle représente 80% du département. Actuellement, l'armée se trouve dans une phase de réforme avec, notamment, la nomination d'un nouveau chef et la mise en place d'une nouvelle structure. Le but est de nous adapter au mieux aux nombreux défis liés à la sécurité.

Vous vous attendiez à être ainsi critiqué dans vos décisions?

Les critiques sont légion quand on fait de la politique. Lorsqu'elles sont constructives, je les écoute avant de décider.

Vous avez hérité du sobriquet de «Monsieur Schnellschuss» (une personne qui va trop vite NDLR). Cela vous irrite?

Cela me fait plutôt rire! J'ai bien aimé aussi l'image de Lucky Luke. Mais je ne crois pas que ce soit fondé. C'est méconnaître la manière dont j'appréhende les problèmes. J'ai pris les décisions qui s'imposaient et elles ne font pas plaisir à tous. D'ailleurs, sur d'autres dossiers, on me reproche de réfléchir trop longtemps... Je dois donc être dans la bonne mesure (sourires)!

Votre mission, c'est faire le ménage?

Absolument pas! Nous mettons actuellement en œuvre le développement de l'armée (DEVA) dont les lignes directrices et le budget de 20 milliards sur quatre ans ont été validés par le Parlement. On ne peut pas faire n'importe quoi avec les deniers publics. Il faut de la rigueur. Je compare volontiers l'armée à un pétrolier: une fois lancé, il faut du temps pour infléchir sa route. Je re-

marque que les projets qui soulèvent des questions aujourd'hui sont ceux que l'on a voulu accélérer. Les difficultés n'auraient peut-être pas eu lieu si un rythme adéquat avait été maintenu.

La population comprend-elle bien la mission de l'armée aujourd'hui?

Oui. Je crois que les gens sont conscients de l'importance d'assurer leur sécurité, alors que la situation internationale s'est péjorée avec, notamment, le terrorisme ou la réapparition de guerres proches de chez nous, comme en Ukraine. Les aspects liés à la défense et au renseignement sont plus que jamais prioritaires et, de facto, l'armée aussi. C'est à nous maintenant d'adapter nos prestations aux besoins et autres menaces.

Lesquelles?

Je pense notamment à la cybercriminalité, un défi pour tous! Par ailleurs, les Suisses ne sont peut-être pas suffisamment conscients du rôle d'appui subsidiaire de l'armée en cas de catastrophe. On vient d'en avoir des exemples avec les incendies de forêt au Tessin ou dans les Grisons. Sans les hélicoptères de l'armée, le bilan aurait été plus lourd.

Revenons à la situation internationale, bouleversée par l'arrivée de Donald Trump ou l'intransigence de la Turquie. Cela vous inquiète?

Bien sûr! Mais il faut distinguer incertitude et instabilité. Vous parlez de la nouvelle administration américaine, il est vrai que certaines décisions créent une *Unsicherheit*, une incertitude. Sur le plan économique ou des relations internationales, ce n'est pas bon. Plus vite les choses seront claires, plus vite la stabilité sera de retour.

Cette situation donne un sens particulier à l'armée?

>>>



Yves Leresche

Guy Parmelin, dans son bureau du Palais fédéral.

Oui, d'autant plus que nous menons une réforme qui va s'étendre sur quatre ans et revient sur les fondamentaux: une armée mieux équipée, mieux ancrée dans les régions, 35 000 hommes mobilisables dans les dix jours. Cette situation est nouvelle et représente un changement de cap qui nécessitera la modification de 70 ordonnances!

On parle toutefois beaucoup des effectifs mis en danger à cause du succès du service civil...

Si la tendance actuelle devait perdurer, ce serait une vraie menace pour notre armée. Il faut revenir à la Constitution qui mentionne clairement l'obligation de servir! Le service militaire est une obligation et, a contrario, le service civil n'est pas un droit. Certains critères devraient être revus ou appliqués plus rigoureusement. On est en droit de se poser certaines questions lorsqu'un soldat ou un cadre, après des mois de service militaire, ressent tout à coup le besoin de faire du service civil.

Vous allez agir?

Si le Conseil fédéral n'agit pas, le Parlement le forcera à le faire. Mais c'est aussi à nous, au DDPS, de rendre l'armée plus attractive. Nous devons nous interroger: nos critères, au moment du recrutement, doivent-ils être changés? La formation mieux reconnue et mieux coordonnée avec les études? Un handicap physique léger ne devrait pas empêcher d'effectuer un service militaire dans le domaine du cyber si la personne dispose de compétences exceptionnelles en informatique.

Reste que le durcissement que vous prônez — comme votre parti, l'UDC — peut aussi inquiéter...

Il n'y a pas de liberté ou de progrès économique sans sécurité. Après, tout l'art du politique est de trouver le bon équilibre. Le référendum nous remet assez vite dans la réalité.

Mais quels sont les garde-fous? Une affiche de l'UDC Valais, qui fustige l'immigration et défend les «vrais» Valaisans choque en Valais! Il n'y a pas de limites à ne pas dépasser?

Cette affiche, je ne l'ai pas vue. En politique, ce n'est pas la première fois que des images forcent le trait pour passer un message. Les autorités judiciaires sont là pour rappeler à l'ordre quand certaines bornes sont dépassées.

Il y a aussi ce débat sur les élites qui oublient le peuple, qu'elles soient politiques ou non. En Suisse aussi?

Le débat est moins aigu, car nous avons des garde-fous, même si cette question se pose parfois. Je l'ai vécu lorsque j'étais conseiller national, quand certaines personnes, dans des débats publics, nous rappellent à l'ordre ou nous posent des questions que nous n'avions même pas envisagées. Le système fédéraliste est une bonne garantie contre ces dérives élitistes! Enfant, mon grand-père me disait: «Si tu ne veux pas te tromper, tu votes tout le contraire de ce que Berne propose. Des fois, il n'avait pas tout tort! (Rires.)

Toujours votre avis?

C'est cela le fédéralisme: dans certains débats, on écoute davantage les cantons que les parlementaires fédéraux. A titre personnel, je m'efforce de ne jamais oublier la population. C'est à



« Du sport ?
Plus beaucoup,
je marche »

GUY PARMELIN,
CONSEILLER FÉDÉRAL

elle que je m'adresse, car c'est elle qui a toujours le dernier mot.

Ce pragmatisme, vous le devez à vos parents?

En partie, oui. Quand vous êtes agriculteur pendant plus de 20 ans, vous avez pris l'habitude d'investir prudemment dans votre exploitation ou votre personnel et ne pas dépenser plus que ce que vous avez. On fait avec ce qu'on a. A l'échelle d'un Etat, c'est la même chose. Sauf que, là, c'est très souvent les plus faibles qui paient la facture.

Vous avez encore vos deux parents?

Le papa vient d'avoir 81 ans et la maman aura 78 ans en juillet.

Comment vous ont-ils élevé?

Ce n'était pas facile, au début, quand ils ont repris le domaine, il y avait beaucoup de dettes... Niveau éducation, ils m'ont toujours laissé une grande liberté, mais ils m'ont donné des impulsions. Ma mère a voulu que nous allions, mon frère et moi, une année en Suisse alémanique. J'ai ainsi fait «fille au pair» dans la Sarine alémanique et cela m'a fait du bien... Mon seul regret, c'est que mes patrons m'ont parlé *Hochdeutsch*, j'aurais préféré qu'ils me parlent suisse allemand! Mes parents nous ont aussi incités à pratiquer un instrument de musique. Moi, c'était la guitare classique.

Vous jouez encore?

Elle doit sécher quelque part... J'ai revu, peu avant mon élection, mon professeur, José Barrense-Dias. Il n'a quasiment pas changé!

Et vos études?

Après 15 jours au gymnase, je voulais tout arrêter. Là aussi, mes parents m'ont rendu service en me demandant de continuer au moins jusqu'aux vacances d'automne. Avec le baccalauréat, disaient-ils, tout restera ouvert pour toi. Ils avaient raison.

Comment vont-ils?

Quelques soucis de santé, ma maman en particulier, mais ils vivent chez eux, quasiment autonomes. Ils se font livrer les repas de midi. Mon frère est là, et ma sœur, infirmière, est aussi très présente.

Vous avez le temps de les voir?

Je les vois le week-end, lorsque je rentre à Bursins. Sinon, quand je suis absent plus de quatre jours, on se téléphone, un petit mot pour donner des nouvelles.

Aujourd'hui, l'espérance de vie a augmenté et les seniors, plus âgés, seront de plus en plus nombreux... Qu'en pensez-vous?

Nous avons la chance d'avoir des institutions qui fonctionnent très bien. Quand ma maman est tombée et s'est



«Le système fédéraliste est une bonne garantie contre ces dérives élitistes!» explique le Vaudois.

cassé le fémur, elle a été prise en charge par l'hôpital, les soins à domicile et Transport Handicap de manière exemplaire. De nombreuses institutions sont là et parviennent à décharger vraiment les familles. Bien sûr, tout cela a un coût. C'est un des grands défis pour notre société, et la question est de savoir où on veut mettre le curseur. On ne peut pas tout payer, l'argent ne tombe pas du ciel.

Vous seriez pour le rationnement des soins pour les personnes âgées, comme en Angleterre ?

C'est un débat éthique qui existe déjà dans le corps médical. Ma conviction n'est pas toute faite. Vis-à-vis des proches, on veut évidemment le meilleur, mais est-on prêt à payer ? Et je pense qu'il faut tenir compte de la volonté de la personne elle-même. Ce n'est pas pour rien que des associations comme Exit prennent de plus en plus de poids chez nous.

Vous cotisez chez elle ?

Non.

Vous le feriez ?

Je n'y ai pas réfléchi. Je connais le cas de gens gravement malades, considérés comme perdus, qui y ont eu recours. Mais

j'en connais aussi qui se savent perdus, mais qui n'en voudraient jamais ! C'est une affaire personnelle, ni l'Etat ni la famille ne peuvent décider pour le patient.

Comment vous voyez-vous vieillir ? Vous êtes encore jeune, à 57 ans.

On me le dit rarement... (Rires.) J'aimerais vieillir en restant autonome. Nous n'avons pas d'enfant, ma femme et moi, nous ne serons pas une charge pour la famille et les proches. Reste que la médecine fait des progrès et que chacun devient plus attentif à son hygiène de vie. Tiens, demain, j'aurai terminé mes trois semaines sans alcool ! Je me dis aussi que je devrais manger un peu moins de fromage ou de fondues...

Cette pause est annuelle ?

Oui, toujours en janvier ou en février. On en est tous conscients : il faut faire des efforts sans tomber dans les excès inverses. Dire à une personne de 75 ans dans un home qu'il faut arrêter son verre de rouge quotidien pour préserver son foie, cela n'a aucun sens, selon moi. Ce rituel fait aussi partie de la qualité de vie !

Vous faites du sport ?

Plus beaucoup, hélas ! Je marche, essentiellement, une heure de promenade

quand je suis, le dimanche, à la maison. Sinon un petit peu de ski, j'espère du reste faire un saut, ces prochains jours, à la montagne.

Comment votre épouse a-t-elle vécu ces changements ?

Elle s'est adaptée, a décidé d'elle-même qu'elle arrêterait l'enseignement de l'allemand. Elle pendulait les six premiers mois de mon mandat, désirant terminer avec sa classe. Puis, elle a souhaité avoir plus de marge de manœuvre pour venir à Berne. L'occasion de manger de temps en temps ensemble... Elle vient les mercredis parfois, après les séances du Conseil fédéral. Cette semaine, elle est à Villars pour faire des repérages pour notre week-end.

C'est important qu'elle soit là ?

Oui ! Mais elle vient aussi à Berne pour voir des amis et va même parfois jouer sur le piano à queue, à la maison de Watteville.

Alors, on vous attend pour le duo piano-guitare ?

Vous allez l'attendre longtemps... (Rires.)

PROPOS RECUEILLIS PAR BLAISE WILLA